

# La Commune DE PARIS

Organe Central  
du Parti Communiste Internationaliste  
(SECTION FRANÇAISE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE)  
"Proletaires de tous pays, unissez-vous!"

66, Faubg St-Martin - Tél. Bot 85-88 - Permanence tous les jours de 17 h. à 20 h.

## Le plan pacifiste de leur France est au point:

« NOTRE INSTRUMENT MILITAIRE, NOTRE ARMEE, NOTRE MARINE, NOTRE AVIATION MEME SONT PRESENTEMENT, JE VOUS EN DONNE L'ASSURANCE, A LA HAUTEUR DES MISSIONS QUI POURRAIENT LEUR ETRE CONFIEES. »

Discours radiodiffusé de SARRAUT (15-4-36)



AVANT  
Le secret de l'isolement renforce l'illusion du « peuple souverain ».

## Palais-Bourbon ? non ! République des Conseils !

La faillite de la législature finissante exprime la faillite du régime

Seule l'action révolutionnaire donnera le pouvoir aux travailleurs



La capacité de décision du Parlement est des plus réduites. C'est la bourgeoisie qui, durant toute la III<sup>e</sup> République, a décidé comment devait légiférer ce moulin à paroles. Le coup de force du 6 février a encore réduit les prérogatives parlementaires : au lieu de hâver pour voter des lois, il n'a qu'à enregistrer des décrets-lois. Le gouvernement, depuis le coup de force, ne repose plus sur une majorité parlementaire. Il est directement fonction des cotraints de misère et

national, une solidarité de complaisance. Pas un travailleur ne devrait aujourd'hui ignorer que prendre demain le gouvernement et exercer le pouvoir parlementaire dans le cadre de la légalité bourgeoise, quelle que soit la coalition politique dont on se réclame, c'est accepter par avance de faire supporter aux exploités le poids écrasant de la crise, du budget déficitaire, des dépenses militaires accrues, de la répression contre-révolutionnaire, de la politique de piraterie coloniale et de l'impérialisme agressif. C'est, masqué par conséquent derrière des programmes fall-

MOT D'ORDRE : CONTROLE OUVRIER.

La grande misère des pauvres ? La montée incessante du coût de la vie l'aggrave, malgré le volumineux rapport Tardieu-Herriot sur la vie chère ! En juin 1935, avant les décrets-lois acceptés par les politiciens de gauche, l'indice était de 438 ; huit mois de décrets-lois et il atteint, au premier semestre 1936, le taux de 487 !...

Pas de travail, plus de ressources, les charges plus lourdes, mais aussi un budget d'Etat dont les travailleurs vont faire les frais. Citons simplement, en ce qui concerne la trésorerie, que le plafond de la dette flottante atteint 21 milliards de francs et que les caisses de l'Etat empruntent chaque année 19 à 20 milliards dont les intérêts viennent grever les budgets futurs.

Le budget lui-même est en déficit permanent et croissant : 1932 : 7 milliards ; 1935 : 7 milliards et demi. Le budget de 1936 prend le départ avec un déficit supérieur à 8 milliards et qui s'aggravera des moins-values dans la rentrée des impôts.

QUE LES TRAVAILLEURS, DERRIERE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, EMPLOIENT LEUR FORCE DE CLASSE A PREPARER LA GREVE GENERALE, A CREER LEURS MILICES POUR ASSURER LEUR MARCHÉ VERS LE POUVOIR ET ECRASER LES BANDES FASCISTES, A EDIFIER LE REGIME DES CONSEILS QUI SUBSTITUERA A LA DEMOCRATIE BOURGEOISE LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE : LE POUVOIR AUX OUVRIERS ET AUX PAYSANS.

## LES NOTRES



Léo FRANKEL

Né à Budapest en 1844, ouvrier bijoutier, il faisait partie des treize ouvriers, membres tous à la fois de Première Internationale et de la Commune. Il avait été élu à cette dernière par le 13<sup>e</sup> arrondissement. Ce Hongrois — l'un des plus intelligents de l'Internationale (Lisztzay) fut nommé, par l'Assemblée parisienne, délégué au travail. Il est l'auteur du projet de loi sur le travail de nuit dans la boulangerie, parmi bien d'autres. Comme des milliers de communistes, il fit le coup de feu contre les Versaillais, lorsque ceux-ci envahirent Paris ; il combattit à la barricade du faubourg Saint-Antoine, lorsqu'une balle ennemie l'atteignit, le blessant grièvement. C'est une jeune héroïne russe du nom de Dmitrieff qui l'évacua et lui fit passer la frontière.

Condamné à mort pour assassinat et incendie par le Conseil de guerre de Versailles, son extradition fut demandée à la Hongrie qui l'arrêta, puis le relâcha, malgré Jules Favre, dont la haine tenace poursuivait tous les héros de la Commune. Léo Frankel, que le Conseil de guerre représentait comme un « brutal », était et resta jusqu'à son dernier souffle un internationaliste ferme, dévoué et vivant uniquement pour son idéal révolutionnaire. Il est mort, à Londres, pauvre et sur un lit d'hôpital.

## NOTRE POLITIQUE



Une bataille sans gloire s'engage donc autour des urnes et les masses laborieuses — celles du moins — qui le suffrage universel accorde le droit de voter — préparent dans leur grande majorité la victoire du Front Populaire.

Demain, elles en recevront quelques gestes symboliques, voire quelques os à ronger que la bourgeoisie, toujours maîtresse du pouvoir, consentira — peut-être — à abandonner. Mais le festin pour un peuple vainqueur ! Singulière victoire plutôt, qui n'en a que le nom !

Faut-il pourtant conclure à l'attachement obstiné des travailleurs aux institutions parlementaires qui, depuis cinquante ans, les exploitent, les asservissent, les sacrifient ? La vérité est que les travailleurs ont été placés devant cette tragique alternative d'un antiparlementarisme fasciste ou d'un essai de revitalisation du Parlement par les Voronof du Front Populaire. Qui pourrait leur faire grief de préférer le second au premier ?

Mais au jugement de l'histoire, la responsabilité apparaîtra écrasante des partis socialistes et com-

munistes qui, rivalisant dans l'impuissance, l'inertie et la capitulation, redoutent le prestige du réformisme parlementaire et font revivre le programme minimum alors qu'il fallait poser hardiment la question du régime.

Le Parti Communiste internationaliste, cependant, évitera le double écueil d'une propagande sans action et d'un sectarisme négatif.

S'attacher uniquement à la conquête des esprits, chère aux vieux social-démocrates français, et oublier les besoins les plus urgents et les plus quotidiens des exploités sous prétexte que, hors la révolution, il n'est pas de salut ? Allons donc !

Dans cette bataille électorale, et après cette bataille, c'est la conception du rôle des bolcheviks au Parlement bourgeois que nous défendons.

Là où nos militants mènent une campagne effective, ils rappellent aux travailleurs la nécessité d'être au sein de l'Assemblée bourgeoise, mais sous leur contrôle incessant, en liaison directe avec eux, non pour renforcer l'appareil d'Etat, mais pour le saboter.

Le bolchevik-léniniste, au Parlement bourgeois, doit alerter les travailleurs sur les mauvais coups qu'on leur prépare, et organiser leur riposte.

Il ne pratique pas le culte de l'assiduité aux séances, mais celui de la présence, parmi les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, afin de porter parmi les élus bourgeois l'écho de leurs luttes et de leurs volontés.

Il n'accepte pas que la capacité revendicative des masses soit limitée à un panneau électoral ou à un programme-publicitaire et, s'il est au Parlement, c'est en avant-garde, pour en ouvrir les portes aux délégués directs des masses ouvrières et paysannes.

Telle est notre politique contre laquelle se déchaînent les canailles fascistes contre laquelle se coalisent les Blum, les Thorez, les Staline. Il nous suffit qu'elle soit contresignée de Marx, de Lénine et de Trotsky.

## Libération des sursitaires !

Pour une "France libre, forte, heureuse", il faut imposer du rab aux soldats, les sursitaires ne sont pas libérés ! Dans de nombreuses casernes le mécontentement gronde..

Faites entendre la voix de ceux qui ne votent pas dans les meetings électoraux !

SOLDATS : avec les travailleurs organisez votre résistance :

Constituez vos conseils de soldats pour la libération des sursitaires.

s'appuie directement sur l'appareil de l'armée, de la police, etc...

Par l'inertie, l'impuissance, la capitulation des partis qui se déclament de la classe ouvrière, et par leur utilisation réformiste de l'institution parlementaire surannée, c'est aujourd'hui la bourgeoisie qui menace d'achever de balayer le Parlement, ses « droits démocratiques » et de courber les travailleurs sous le talon de fer du fascisme. Cette première constatation doit être enregistrée en tête du bilan que nous esquissons ici.

BILAN DE LA LEGISLATURE EXPIRANTE, BILAN NEGATIF, BILAN DE FAILLITE... MAIS PLUS ENCORE QUE LE PROCES D'UNE LEGISLATURE, C'EST CELUI DU REGIME QUE LES RECENTS EVENEMENTS ONT POSE.

C'est dire que nous n'avons nullement l'intention de faire ici le procès de tel ou tel des gouvernements qui se sont succédés. Non seulement leurs responsabilités sont égales, mais nous pensons même que le fait d'accepter devant les masses ouvrières et paysannes de ce pays leur succession éventuelle et la continuation du régime implique pour les politiciens du Front Populaire comme pour ceux du Front Na-

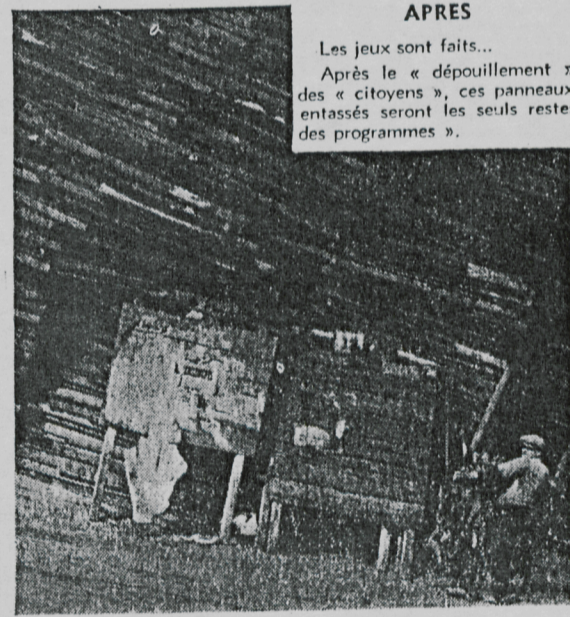
tionnel, une solidarité de complaisance. Pas un travailleur ne devrait aujourd'hui ignorer que prendre demain le gouvernement et exercer le pouvoir parlementaire dans le cadre de la légalité bourgeoise, quelle que soit la coalition politique dont on se réclame, c'est accepter par avance de faire supporter aux exploités le poids écrasant de la crise, du budget déficitaire, des dépenses militaires accrues, de la répression contre-révolutionnaire, de la politique de piraterie coloniale et de l'impérialisme agressif. C'est, masqué par conséquent derrière des programmes fall-

Le Parlement qui va être renouvelé le 3 mai va donc être en possession d'un lourd héritage. La crise ? Elle se caractérise par une montée croissante du chômage puisque, chômeurs complets ou non inscrits de la ville et des champs, ne travaillant que deux ou trois jours par semaine, forment un effectif impressionnant qui atteint 2 millions.

Encore faut-il ajouter un nombre égal de petits budgets en détresse — commerçants ou artisans — et d'exploitations agricoles familiales menacées de disparition à brève échéance.

Mais les statistiques fiscales montrent que le capitalisme a su tirer parti de la crise. En 1932, 396 entreprises réalisèrent 10 à 100 millions de chiffre d'affaires. On en compte 402 en 1933 et 410 en 1934 ! Le nombre de celles dont le chiffre va de 100 à 200 millions passe de 31 en 1932 à 39 en 1934 ! Celles qui dépassent les 200 millions se chiffrent par 21 en 1931 et par 28 en 1934.

NOUS SOMMES LES SEULS A LANCER DANS CE PAYS LE



## APRES

Les jeux sont faits... Après le « dépouillement » des « citoyens », ces panneaux entassés seront les seuls restes des programmes ».

Page 4 manquante dans le support utilisé pour la numérisation



# d'une semaine à l'autre

## LA REMILITARISATION DES DRETTOIS

Le jugement de Trotsky : « L'Europe est une maison de fous » acquiert plus que jamais tout son sens. Le camp des chacals repus et celui des chacals affamés parlent également de paix pour mieux se préparer également à la guerre.

Le « coup de poing » de Hitler ne pouvait que susciter des imitations : en plus de l'Autriche, dont la Diète unanime a rétabli le service militaire obligatoire, la Turquie vient d'adresser aux quatre puissances signataires de la Convention des Drettois une demande de révision de celle-ci dans le sens d'une remilitarisation des Dardanelles, du Bosphore et de la mer de Marmara.

C'est grave, dit gravement le Temps, qui voit avec nostalgie « les traités s'en aller en lambeaux et se créer un désordre international ». Et l'Huma lui fait écho par la plume de Nizan : « La paix se fragmente. »

En réalité, l'impérialisme anglais n'est pas étranger à la note turque. Il a opportunément rappelé à Kemal Pacha que Mussolini pourrait bientôt larguer du côté de l'Anatolie...

## AUTOUR DE LA GUERRE ITALO-ETHIOPIENNE

A mesure que le succès des armes italiennes se confirme, la crainte d'un retournement possible du rapport des forces en Méditerranée hante l'esprit des dirigeants anglais.

De là, une reprise violente de la tension italo-britannique. Mais les sphères capitulantes anglaises sont loin d'être d'accord sur la nature des sanctions à demander contre l'Italie, même si elles approuvent les mesures de renforcement militaire prises par l'Ambrosiano en Palestine, en Egypte, voire dans les îles de Chypre ou des Baléares.

En tout cas, l'impérialisme anglais est autrement préoccupé par les conséquences d'une occupation italienne du lac Tsana, que par les effets de la « violation » allemande de Locarno.

Et voilà, entre autres raisons, le pourquoi du peu de succès du mémorandum Flamin et du son plan de « vingt-cinq ans de statu quo » !

## LA DECLARATION DE LAVAL...

L'insuccès du « plan français », c'est la reculade de notre impérialisme qui s'accroît, c'est aussi le resserrement, autour du drapeau de la France forte, de tous les patriotes.

Ainsi s'explique l'article de Laval dans son journal du Puy-de-Dôme. Plus de divergences essentielles entre le sénateur et ses anciens adversaires socialistes et stalinien. Blum ne peut que trouver le raisonnement lavalien « péremptoire et décisif ».

Quant à P. V.-C., il faut bien, n'est-ce pas, qu'il gourmande « l'enfant prodige » : c'est avec Hitler, soit ! mais soyons forts ! et pas de capitulation surtout !

Quant on vous disait que la réconciliation française était proche ! !

## CAMPAGNE ELECTORALE

Toutes nos sections ont dû recevoir le matériel de propagande. Les sections doivent se référer pour le détail de ce matériel à notre numéro 1. Pointer ce qu'ils ont reçu, réclamer ce qui leur manque ou ce qu'ils n'ont qu'en quantité insuffisante.

Il est recommandé aux sections de ne pas afficher en désordre le matériel expédié, mais de renouveler périodiquement les panneaux. Les tracts de couleur doivent être collés sur les panneaux.

Les sections doivent compléter le matériel central par au moins une affiche à caractère local entre les partis adverses. Demander au centre appui à ce sujet.

Les bulletins de vote seront fournis par le centre, passer immédiatement les commandes.

Il est rappelé aux sections que le matériel intérieur expédié : schéma de propagande, circulaire sur la perspective politique, rapport avec le P. C. I., doit faire l'objet de discussions au sein des sections, notre propagande intense durant la campagne électorale doit être doublée d'un examen sérieux de la situation politique et des perspectives, permettant à notre propagande actuellement de porter ses fruits, et de fixer nos tâches dès après la période des élections terminée.

Les sections de la région parisienne peuvent chaque soir de 19 à 20 heures, obtenir l'appui d'un orateur en s'adressant au siège téléphonique.

Le Comité central du Parti se réunira dimanche 19 avril, avec, à son ordre du jour :

- Rapport politique ;
- situation de l'organisation ;
- le Congrès de la Pentecôte.

## ... ET LES DECLARATIONS « OFFICIEUSES » DU JAPON

Après tout, raisonnent ces superpatriotes, ça ne serait pas si mal de « cousser » avec le Reich et de lui arracher un pacte de l'Est. De cette façon-là, on contrecarrerait (?) le plan d'expansion que le Japon semble vouloir mettre prochainement à exécution.

Car l'impérialisme nippon fait présentement renforcer considérablement ses garnisons du Mandchoukouo et rétablit des divisions supprimées depuis 1922. Et il cherche dans des « incidents » de frontières — témoin celui du 9 avril — des prétextes à intervention.

Nos patriotes croient ainsi que la lenaile Allemagne-Japon ne pourrait fonctionner. Règne de pacifistes petits bourgeois ! Ceux qui ont renié le mot « ordre » : Etats-Unis, Soviétiques, d'Europe, en sont réduits à accepter les plus éphémères compromis !

## QUE FAIT LE FRONT POPULAIRE ESPAGNOL ?

Voici plus d'un mois que les élections espagnoles ont consacré le triomphe du Front populaire et — sauf l'élargissement des 30.000 prisonniers politiques — aucune mesure profonde, pas même la question agraire, n'ont encore apporté aux masses ce qu'elles attendent.

L'ampleur et la profondeur du courant révolutionnaire des masses sont indéniables. Mais les dirigeants du Front populaire dérivent ce large courant dans des milliers de petites actions où s'épuise et se volatilise l'énergie de tout un peuple.

Comme en France, en 1924, on débarque un Président de la République ; geste uniquement symbolique. On organise un défilé militaire, trouble du reste par les fascistes que l'on n'a pas mis dans l'impossibilité de nuire...

Oui, sans doute, on prépare l'unité syndicale ; oui, on a pourvu de terres 30.000 familles de journaliers. Ce n'est cependant pas assez ! Le mouvement risque de se rythmer de perdre de sa force.

La formation d'un parti communiste internationaliste espagnol est donc plus nécessaire que jamais.

# LA VIE DES GROUPES D'ACTION REVOLUTIONNAIRE

### Ils utilisent la campagne électorale pour élargir leur influence

## Ignobles brutalités des staliniens

**G. A. R. DE MONTCHAT**  
14, impasse Aujas, 14, permanence tous les mercredis de 17 à 20 heures.

Le Groupe d'Action Révolutionnaire vous invite à sa grande goûte familiale qui aura lieu le samedi 18 avril à 20 h. 30, Rucho de Montchat, 14, impasse Aujas, organisée en vue d'intensifier sa propagande pour la lutte contre la guerre et le fascisme en augmentant les fonds de sa caisse de solidarité.

Dans l'époque actuelle, venez nombreux pour nous soutenir.

De la gaieté et de l'entrain.

Merci !

**CLICHY**  
Comité Populaire contre la Guerre par la Révolution. — Le Comité Populaire contre la Guerre par la Révolution a été définitivement constitué à Clichy, après entrevue entre les délégués du groupe anarchiste de la C. G. T. S. R. et des G. A. R. Ce comité interviendra sérieusement à l'occasion de la foire électorale. Il n'y a pas une minute à perdre pour débouter les crânes ! Permanence tous les jours, chez Deuchepour, 36, rue Chancel-Milly, à Clichy.

**Volontaires de la Liberté.** — Les manœuvres se continuent pour éliminer de tout poste de responsabilité les camarades du G. A. R., bien connus cependant à Clichy par leur activité antifasciste réelle. L'ancien secrétaire de la section socialiste se distingue particulièrement dans toutes les combinaisons montées contre leur nomination. Ces cuisines n'auraient pas grande importance si les Volontaires de la Liberté étaient organisés sérieusement par ailleurs. Il n'en est hélas ! rien. La volonté passive des dirigeants du Front Populaire, jointe à leur complète incapacité, paralyse la défense prolétarienne. Actuellement, les Volontaires de la Liberté ne représentent aucune force réelle, malgré la bonne volonté de la plupart des adhérents. Aucun contrôle n'est effectué pour déposséder les fascistes et les mouchards de la présence au sein des Volontaires de la Liberté n'a, paraît-il, « aucune importance », comme le dit dimanche dernier un responsable. Une réunion générale serait prévue bientôt, réunion élargie aux sympathisants...

sants... où le Comité du Front Populaire présentera son travail adroitement et cherchera à le faire avaler dans l'enthousiasme des mois creux qui ne résisteront pas aux halles fascistes quand la bataille ne sera plus électorale ! Les ouvriers qui protestent seront traités de provocateurs ; on les accusera de dévoiler les « secrets » de la défense de Clichy, etc... Nous demandons une réunion priée immédiate de tous les Volontaires de la Liberté, pour discuter du programme et de l'organisation des Volontaires, pour nommer une commission de contrôle contre les fascistes et les mouchards qui auraient pu librement adhérer. Ce n'est pas au Comité directeur de se servir des Volontaires pour ses besoins politiques, c'est aux Volontaires de discuter sur



René PRINCIER agressé par les staliniens.

ce qu'ils veulent faire et de nommer eux-mêmes leurs responsables en toute liberté ; ces responsables nommant eux-mêmes leur Comité directeur. La parole à la base ! ! Et vite !

Travail d'entreprise — Notre Commission d'entreprise a commencé son travail ; une grosse boîte de Clichy a été touchée.

**G. A. R. DE NANTERRE**  
Mora ! travailleurs ! Que penser de la politique de Staline, qui donne les ordres aux communistes de France de convaincre de leurs doctrines les couches égarées dans le fascisme :

Défense de faire de l'action directe ;  
Défense de s'armer ;  
Défense d'organiser les milices ouvrières ;  
Défense de lutter contre le cléricalisme ;  
Faire l'union des Jeunes de France ;  
Faire chanter la Marseillaise ;  
Faire crier : Vive la France ;  
Faire l'Union Sacrée contre l'Allemagne ;  
Et faire casser la gueule aux révolutionnaires. Voilà comment Staline apprête le prolétariat à l'action de classe.

Un fait : Notre camarade anarchiste René Princier, 25, rue de Suresne à Nanterre, a été attaqué par nos braves staliniens devant la mairie de sa localité, à coups de poings américains. La preuve ci-dessous.

Notre première réunion publique eut, à Nanterre, un gros retentissement.

Devant quatre cents ouvriers, notre camarade Marc Laurent pour les G. A. R. et Molliner pour le P. C. I. firent l'exposé du programme d'action G. A. R. et du programme politique du P. C. I. Malgré plusieurs tentatives d'interruption nos orateurs intéressèrent vivement les auditeurs.

La contradiction fut pitoyable, le secrétaire de section S. F. I. O. vint réclamer une leçon apprise à la Fédération contre Marc Laurent, quand à Barbet, maire communiste, n'ayant rien à dire pour justifier que son parti conduisait à l'Union sacrée et avait renié la lutte « classe contre classe », il se contenta d'accuser les G. A. R. d'être à la solde de la capitale réactionnaire du comte de Fels !

Après quoi, il quitta la salle pour éviter notre réplique. Malgré le sabotage et le brouhaha nous refusâmes de lever la séance et, à notre appel, notre G. A. R. en formation reçut deux adhésions nouvelles tandis qu'une liaison s'établissait avec le groupe anarchiste pour la constitution d'un Comité commun contre la guerre par l'action directe.

A la sortie, Barbet, fit attaquer nos camarades de Clichy, qui défilèrent en colonne au chant de l'Internationale.

nale, par la police, pendant que, monté dans une voiture, le maire communiste invitait les ouvriers égarés qui le suivent, à nous assommer. Le sang-froid de nos camarades évita, de très graves bagarres. Nous dénonçons Barbet comme un futur Noske au petit pied. Tout en miel pour les Croix de feu et pleins de réconciliation pour les fascistes, les rénégats de la Révolution sont toujours prêts à faire tirer sur les révolutionnaires. Barbet ne nous fera pas lâire et les ouvriers diront s'ils acceptent les violences entre exploités et s'ils sont d'accord que leur maire invite les chefs de la police à ne pas « tolérer » nos chantiers révolutionnaires !

## G. A. R. DE SAINT-DENIS

Le 3 avril, dans la salle de la Légion d'honneur, plus de quatre cents travailleurs ont écouté les orateurs de différentes organisations, qui ont exposé dans quelles conditions le gouvernement bourgeois poursuit et emprisonne des militants comme Levaque, Meichler, Zeller et Loré. C'est Lafont, pour les G. A. R., qui a montré de quelle façon les Partis socialiste et communiste s'étaient faits les complices de la répression de Sarraut et avaient aidé à l'arrestation de Levaque. Les prolétaires de Saint-Denis l'ont applaudi quand il a indiqué que seules les milices ouvrières permettraient d'abattre le fascisme et d'empêcher la répression.

A noter que Parré, le candidat S. F. I. O., a eu l'audace (ou l'inconscience) de venir déclarer que son parti avait été, dès le premier jour, solidaire de Levaque. Ses mensonges ont été vertement relevés et il a préféré se taire que d'insister. Il est des positions indéfendables !

## Un petit peu de pudeur, Vaillant !

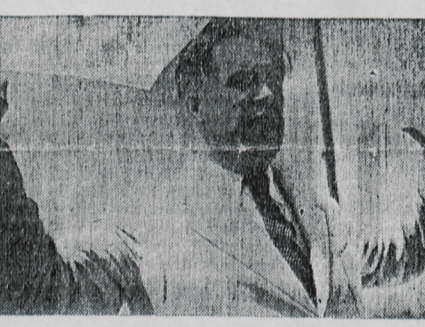
Nos bons communistes ont pris tellement l'habitude de s'accoler avec les curés et les « Croix de Feu » philanthropes pour faire l'aimable aux chômeurs qu'ils sont outrés quand certains de ces soutiens des deux cents familles se refusent de marcher avec eux !

Dans « Front Rouge », le journal de Vaillant-Couturier, dans le canton de Villejuif, le glorieux officier-rédacteur en chef de l'Huma, paraît en guerre contre le vilain abbé Naessens — curé de la paroisse Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus — « qui s'efforce de dresser sa charité contre notre solidarité et, dans un élan d'orgueil peu chrétien, refuse, par affiche, son concours aux chômeurs parce que la quête n'est pas organisée par lui seul... » Du reste, ce curé est bien vilain ! Figures-vous qu'il accuse les communistes « d'être des ennemis de la famille, quand les communistes font tous leurs efforts pour secourir les petits enfants qui ont faim, les mamans qui ont froid, et les vieux », etc., etc...

Non, tu ne rêves pas, camarade, en lisant cela. « La religion n'est plus l'opium du peuple » quand le curé est charitable envers les chômeurs ; un Croix de Feu n'est plus une crapule fasciste quand il quête en compagnie de Vaillant-Couturier !

Il devient simplement méprisable quand, ne voulant pas être aussi hypocrite et roublard qu'un communiste ou un autre ensoulant, il refuse de s'associer avec des adversaires.

## Quand P.-V. Couturier fraternise avec le "G.D.V." de Castelnau



Devant l'épouvantable détresse matérielle et morale qui assaille la jeunesse et la famille, comment peut-on songer encore, au nom de la morale chrétienne, à faire du sectarisme à rebours, à diviser, à opposer des hommes qui souffrent quand il faudrait tellement les unir...

Il y a des « dangers » ?

Il n'y a jamais de « dangers » pour qui qui a la foi. Aux côtés des communistes qui exaltent l'abnégation, l'esprit de sacrifices, la dignité humaine et qui rendent toute leur force aux valeurs morales méconnues par une société basée sur les plus vils calculs, quels « dangers » pourrait courir un catholique ?

(Humanité.)



# LA VIE DU PARTI

un recrutement appréciable au cours des réunions et que notre influence grandira au cours de cette campagne.

Dans la province, nous n'avons pu, trop souvent faire acte de candidature pour des raisons de divers ordres : la pression patronale, les difficultés matérielles de faire campagne dans des circonscriptions paysannes très étendues, etc...

Voici un premier aperçu de l'action engagée :

**LILLE**  
Notre camarade Devreyer est candidat dans la deuxième circonscription de Lille, contre Salengro. Les socialistes n'organisent aucune réunion publique et se contentent de faire des soirées artistiques. Les communistes semblent disposés à le faire à la fois en fait et en paroles. Les préaux d'écoles ne sont pas mis à la disposition des candidats, cela rendra notre tâche plus difficile, mais signalons que la candidature de notre camarade Devreyer a suscité un intérêt important et nous sommes persuadés qu'à Lille, en face des vieux partis bonifiés, apparaîtra une force révolutionnaire encore faible, mais bien vivante et qui se développera rapidement.

**HAVRE**  
Dans ce grand port de la Manche et dans ses environs, nous fai-

sons campagne dans deux circonscriptions. Campagne de propagande, d'agitation politique qui fait suite au travail déjà commencé et destiné à approfondir les résultats acquis dans les premières semaines.

**POITIERS**  
Notre candidat Philippe Mary est un ancien militant du parti communiste, exclu en 1928 comme oppositional. A Poitiers, c'est le seul candidat qui soit un travailleur manuel. Ajoutons que le candidat de gauche qui sera en tête du premier tour et qui, par conséquent, doit bénéficier du désir de socialiste et communiste, est le député Hulin, dont il a été question au cours des scandales de la précédente législature.

Bien entendu, contre l'oustricard et le slavskrate, candidats du Front populaire, nous maintiendrons au second tour notre programme et notre candidature.

**TOULON**  
Notre camarade Cambier mène campagne contre tous les candidats de droite et de gauche et tous les combinards si nombreux dans cette région. Dans la ville qui s'est rebellée contre les décrets-lois, revendiquons les mots d'ordre de la révolution prolétarienne.

**LYON**  
Dans les quartiers prolétariens, nous mènerons campagne sous le nom de notre camarade Marchesin

pour dénoncer à la fois les radicaux et les Herriot et leurs soutiens actuels : les socialistes et les communistes, quelles que puissent être les divergences locales.

**CHARLEVILLE**  
Dans la Meuse, de Charleville à Nouzonville, c'est notre camarade Marchand qui défend le programme révolutionnaire, campagne bien engagée et bien suivie. Elle a déjà suscité, notamment la haine des staliniens, parce que nous faisons leurs petits calculs. Ils craignent que les travailleurs éclairés les abandonnent et que, de ce fait, le candidat socialiste leur passe devant le nez au premier tour.

Nous n'entrons pas dans ces cuisines électorales. Nous ne regardons pas à ramasser plus ou moins de voix, mais à défendre un programme. Peu nous importe comment ces Messieurs du Front populaire régleront leurs comptes.

**METZ**  
Dans la province recouverte, sur la « ligne Maginot », dans deux circonscriptions, nous mènerons campagne sous les noms de nos camarades Becker et Gloutier. Les travailleurs de cette région qui ont connu les boîtes prussiennes et les boîtes françaises entendront aujourd'hui l'appel à la fraternisation des travailleurs de France et des travailleurs d'Allemagne contre les militaristes et les capitalistes des deux pays.

**MARSEILLE**  
Le groupe B. L., la section du P. C. I., la section du J. S. R. ont décidé à Marseille de présenter un candidat commun

Nos camarades donnent l'exemple de ce qui aurait dû se faire partout, afin de donner plus de force à la propagande de l'avant-garde révolutionnaire.

## SAINT-DENIS

Malheureusement, la volonté d'unicité n'a empêché ni une résistance systématique de camarades, et nous devons regretter de la part de ces camarades une attitude, au cours de la campagne électorale, peu propre à réaliser l'unité révolutionnaire. C'est ainsi que dans le quatorzième, nous avons proposé les premiers la candidature du camarade Levaque, inculpé à la suite des incidents de la rue Asseline, et nous avons demandé que Levaque soit le candidat commun de nos organisations.

Il nous a été répondu par un refus.

A Saint-Denis, nous avons désigné le camarade Trocello comme candidat, ensuite le camarade Zeller a été désigné comme candidat du G. B. L. et des J. S. R. dans cette même circonscription. A la réunion commune des organismes de base de Saint-Denis, de P. C. I., du G. B. L., des J. S. R., en présence du camarade Trocello, nous avons proposé que Zeller soit candidat commun et la résolution suivante avait été votée :

« Les militants J. S. R., G. B. L., P. C. I. de Saint-Denis désignent Fred Zeller comme candidat unique. Fred Zeller sera candidat des trois organisations. Toute phrase litigieuse sera remplacée, exemple : « Pour un nouveau parti », par : « Pour une puissante section de la quatrième. Le panneau Trocello sera utilisé pour la presse commune. Partout, orateurs communs. »

Deux jours après, nous avons été informés que la direction du G. B. L. n'acceptait pas cet accord.

Enfin, signalement, à ce sujet, que dans le dix-neuvième, contre notre camarade Deglise, le G. B. L. demande de tout socialiste ou communiste, à condition que les candidats de ces partis rompent avec les radicaux.

Tout cela indique qu'il nous faut redoubler d'effort pour rassembler l'avant-garde révolutionnaire.

« dont fut acoué à qu des nés Ja fut fran ne p érie tion: est gner révo quer res dans qu'u série litiqu com ninié de « Di néré C' ouv chait nelle men prêt révo je page « vait parlé lion et ex « lous bre prés men servi mun prise tres. frage trile ou G « parli doit vinitis parti mar: taire proli mest dont pole laris chisbi men La n'a séolt qu'e et n'loya pou mént rism situation a su volu parli « (I und aux P La mon dote const dairi bréh celui sont CH ces et pi d'ing crise que leur est p ger. De fait les r és a com que, men touj Le de a mas quer et o O élec les s'ag tact a p gran nati talin trav mer



« L'Etat et la Révolution », dont nous extrayons ce chapitre, fut rédigé par Lénine en juillet-août 1917, en plein kérenskysme, à quelques semaines seulement des glorieuses et décisives journées d'Octobre.

Jamais peut-être ouvrage ne fut plus actuel pour le lecteur français, celui du moins qui veut ne pas ignorer les leçons de l'expérience révolutionnaire internationale, celui pour lequel Lénine est moins un nom qu'un enseignement dont s'imprègnent les révolutionnaires et qu'ils appliquent aux conditions particulières du moment. C'est sans doute dans « L'Etat et la Révolution » qu'un militant puisera les plus sérieux arguments contre la politique actuelle des dirigeants communistes qui oublient le léninisme en chantant les louanges de « Staline le Bien-Aimé », de « Dimitrov le Pilote » et du « Vénééré Sénateur Caclhin ».

C'est sans doute aussi un des ouvrages auxquels Lénine attachait une importance exceptionnelle, puisque, vivant illégalement sur la frontière finlandaise, prêt à se jeter dans la fournaise révolutionnaire, il écrivait : « Si je dois être tué, éditez ces pages ! »

III. — SUPPRESSION DU PARLEMENT

« La Commune, a dit Marx, devait être non pas une corporation parlementaire, mais une corporation laborieuse, à la fois législative et exécutive... »

« Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans, quel membre de la classe dominante ira représenter (1) le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir le peuple consistant en communes à recueillir pour son entreprise des ouvriers, des contremaîtres, des comptables, ou le suffrage individuel sert tout l'industrie dans sa recherche d'ouvriers ou de contremaîtres. »

Cette remarquable critique du parlementarisme, faite en 1871, doit à l'hégémonisme du social-chauvinisme et de l'opportunistisme d'appartenir aux « pages oubliées » du marxisme. Ministres et parlementaires de profession, renégats du prolétariat et socialistes de demi-mesure de nos jours ont abandonné aux anarchistes le monopole de la critique du parlementarisme et ils ont qualifié d'anarchiste toute critique du parlementarisme.

La dialectique révolutionnaire n'a jamais été pour Marx la phraseologie à la mode, la sonnette qu'en ont faite Plekhanov, Kautsky et autres. Marx a su rompre impitoyablement avec l'anarchisme, pour son impuissance à utiliser même « l'énergie » du parlementarisme bourgeois, surtout quand la situation n'est nullement révolutionnaire; mais en même temps il a su faire une critique vivante et révolutionnaire et prolétarienne du parlementarisme.

(1) Le texte allemand dit : « vers une répartition, représenter et fouler aux pieds ».

Décider périodiquement quel membre de la classe dominante opprimer, écrasera le peuple au parlement, voilà l'essence même du parlementarisme bourgeois non seulement dans les monarchies parlementaires constitutionnelles, mais dans les républiques les plus démocratiques

LENINE

Décider périodiquement quel membre de la classe dominante opprimer, écrasera le peuple au parlement, voilà l'essence même du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies parlementaires constitutionnelles, mais dans les républiques les plus démocratiques.

Pourtant si l'on pose la question de l'Etat, si l'on regarde le parlementarisme comme une des institutions de l'Etat, comment, au point de vue de l'action du prolétariat, sortir du parlementarisme et comment s'en passer ?

Nous devons le répéter encore et encore : les leçons de Marx, fondées sur l'étude de la Commune, sont si bien oubliées, que le social-démocrate contemporain (lisez : le renégat contemporain du socialisme) est incapable de concevoir d'autre critique du parlementarisme que la critique anarchiste ou réactionnaire.

Le moyen de sortir du parlementarisme, assurément, n'est pas d'annuler les institutions représentatives et l'éligibilité, mais de transformer ces institutions en assemblées représentatives en assemblées « travailleuses ». La Commune devait être une assemblée non parlementaire, mais travailleuse, à la fois législative et exécutive.

Ce parlementarisme vénéral pour la société bourgeoise, la Commune le remplace par des institutions dans lesquelles la liberté de discussion et d'examen ne dégenère pas en duperie : les mandataires eux-mêmes doivent travailler, eux-mêmes faire exécuter leurs lois, eux-mêmes vérifier les

résultats obtenus, eux-mêmes en répondre directement devant leurs électeurs. Les institutions représentatives sont maintenues, mais il n'y a plus de parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés. Nous ne pouvons nous figurer une démocratie, même une démocratie prolétarienne, sans institutions représentatives, mais nous pouvons et nous devons réaliser la démocratie sans parlementarisme, si du moins la critique de la société bourgeoise n'est pas pour nous un vain mot, si notre effort pour renverser la domination de la bourgeoisie est un effort sérieux et sincère, et non pas une phrase « électorale » simplifiée destinée à écarter les voix des ouvriers, comme chez les menchéviks et les socialistes révolutionnaires, comme chez les Scheidemann et les Legien, les Sembat et les Vandervelde.

C'est une bonne leçon que nous donne Marx, lorsque, parlant du genre d'administration qu'il faut à la Commune et à la démocratie prolétarienne, il prend comme terme de comparaison le personnel de « tout autre patron », c'est-à-dire une entreprise capitaliste ordinaire avec des « ouvriers, contremaîtres et comptables ».

Il n'y a pas un grato d'opportunisme chez Marx. Il n'invente pas, il imagine pas de toutes pièces une société « nouvelle ». Non, il étudie, comme un processus d'histoire naturelle, la genèse de la nouvelle société issue de l'ancienne, les formes intermédiaires entre l'une et l'autre. Il se base sur l'expérience du mouvement prolétarien et s'efforce d'en tirer des leçons pratiques. Il s'est fait le disciple de la Commune, semblable à tous les grands penseurs révolutionnaires qui n'hésitent pas à se mettre à l'école des grands mouvements de la classe opprimée, au lieu de prêcher à celle-ci leur morale pédante comme fait Plekhanov avec ses : « Il ne fallait pas recourir aux armes », ou comme Tseretelli avec ses : « Une classe doit savoir se borner. »

Il ne saurait être question d'annuler les fonctions sociales d'un comp. parlant et jusqu'au bout. Voilà où serait l'utopie. Mais dégrader tout de suite la vieille machine administrative pour commencer immédiatement à construire une nouvelle machine facilitant la suppression graduelle de tout fonctionnarisme, cela n'est pas une utopie, c'est l'expérience de la Commune, c'est la tâche primordiale et immédiate du prolétariat révolutionnaire.

Le socialisme simplifie les fonctions administratives « d'Etat », il permet de rejeter la « hiérarchie » et de tout ramener à une organisation des prolétaires en classe dominante, qui embauche, au compte de toute la société, des ouvriers, des contremaîtres et des comptables.

Nous ne sommes pas des utopistes. Jamais nous n'avons « rêvé » de nous passer brusquement, d'un jour à l'autre, de toute administration, de toute subordination; ce sont là rêves anarchistes, provenant de l'ignorance du rôle de la dictature du prolétariat, des rêves qui n'ont rien de commun avec le marxisme et ne servent en réalité qu'à ajourner la révolution socialiste jusqu'au temps où les hommes seront d'une autre essence. Non, nous voulons la révolution socialiste avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui et qui ne se passeront ni de subordination, ni de contrôle, ni de « contremaîtres, ni de comptables ».

Mais c'est à l'avant-garde armée de tous les exploités et de tous les travailleurs, c'est au prolétariat, qu'il faut se subordonner. On peut et on doit, tout de suite, du jour au lendemain, commencer à remplacer la « hiérarchie » spécifique des fonctionnaires par de simples emplois de « contremaîtres et de comptables », emplois dès maintenant pratiquement existants aux citadins, étant donné le degré de leur développement général, et faciles à tenir « moyennant un salaire ouvrier ».

Organisons la grande industrie d'après les modèles que nous offre le capitalisme; organisons la nous-mêmes, nous autres ouvriers, forts de notre expérience ouvrière, en imposant une discipline rigoureuse, une discipline de fer, maintenue par le pouvoir d'Etat des travailleurs armés; réduisons les fonctionnaires au rôle de simples exécuteurs de nos volontés, responsables, amovibles, au rôle de « contremaîtres » et de « comptables » modestement payés, en conservant évidemment les techniciens et les spécialistes de toute espèce et de tout rang; telle est notre tâche, la tâche du prolétariat; telle est la façon dont doit commencer la révolution prolétarienne. Ce programme, sur la base de la grande production, entraîne de lui-même la mort lente de tout fonctionnarisme, l'établissement graduel d'un régime tout différent de l'esclavage salarié, d'un régime où les fonctions, de plus en plus simplifiées, de surveillance et de comptabilité seront remplies par tous à tour de

rôle, deviendront ensuite un réflexe et disparaîtront enfin en tant que fonctions spéciales d'une catégorie spéciale de gens.

Un spirituel social-démocrate allemand considérait vers 1870 la poste comme un modèle d'institution socialiste. Bien n'est plus juste. Actuellement, la poste est un monopole d'Etat capitaliste. L'impérialisme transforme petit à petit tous les trusts en organisations du même type. Les simples travailleurs, accablés de travail et affaiblis, restent toujours soumis à la bureaucratie bourgeoise. Mais le mécanisme de l'entreprise sociale est tout prêt. Une fois les capitalistes renversés, une fois brisée par la main de fer des ouvriers armés la résistance de ces exploités, une fois démolie la machine bureaucratique de l'Etat actuel, nous aurons devant nous un mécanisme admirablement perfectionné, dépassé du « parasite », et que les travailleurs armés peuvent fort bien faire fonctionner eux-mêmes en embauchant des techniciens, des contremaîtres, des comptables et en payant leur travail à tous, comme celui de tous les fonctionnaires « publics » en général, par un salaire ouvrier. Voilà la tâche concrète, pratique, immédiatement réalisable à l'égard de tous les trusts, destinée à affranchir les travailleurs de l'exploitation, et déconstruisant de l'expérience déjà commencée pratiquement, surtout dans le domaine gouvernemental, par la Commune de Paris.



« Les services religieux de la P. C. russe à Moscou ont attiré autant, sinon plus de monde que d'habitude et la proportion de jeunes gens dans la foule était très sensible. De plus, les gatchines mal intentionnés, qui dans certains cas essayèrent de troubler, de cris ou de boucassades, l'opulence des cérémonies, furent promptement remis par les fidèles aux mains de la police et conduits au poste le plus voisin. » (« Temps » du 14 avril 1936.)

L'ARSENAL DES MILITANTS

Nous continuons à donner à nos camarades un ensemble de faits, d'arguments et de renseignements. Cette rubrique sera élargie et tiendra compte des desiderata de nos militants.

Ce que disait Péri dans sa campagne électorale de 1932

LA FRANCE A LA TETE DE LA CROISADE ANTISOVIETIQUE

Les grandes puissances impérialistes, la France à leur tête, convoitent en premier lieu le marché soviétique. Il s'agit d'attirer le Gouvernement prolétarien afin de réduire l'U. R. S. S. à l'état de colonie et de supprimer du même coup le monde nouveau, qui protège aux travailleurs du globe que le communisme est une réalité vivante, que le communisme est la seule voie à suivre pour aboutir à leur libération totale.

De là, la course folle aux armements, les conventions militaires secrètes, les intrigues diplomatiques et la guerre commencée en Extrême-Orient.

En vain la bourgeoisie s'efforce-t-elle de masquer la menace de guerre par des bavardages sur le désarmement et les soi-disant pactes de paix. Pas un seul travailleur ne sera dupé des déclarations pacifistes des Blum, des Tardieu, des Boncour, des Herriot, valets d'un impérialisme armé jusqu'aux dents qui subventionne et arme ses vaisseaux de Pologne, de Roumanie, de Tchecoslovaquie et collabore avec le Japon pour la préparation de la prochaine guerre mondiale contre l'U. R. S. S.

Pas un seul travailleur ne sera dupe de la Société des Nations centre organisateur de la guerre impérialiste!

Aujourd'hui, l'impérialisme français est à la tête de la réaction mondiale. Il est le « gendarme de l'Europe », le protecteur des pays fascistes et de terreur blanche, le plus atroce des bourreaux coloniaux, le pire fauteur de guerre.

OU SONT LES RESPONSABLES ?

A cette politique néfaste et criminelle pour la classe ouvrière et les peuples, tous les partis bourgeois — parti socialiste y compris — ont collaboré.

Elle n'est pas l'oeuvre des seuls partisans de réaction claire-ment affichés, groupés autour de Tardieu.

Les démagogues du Parti agraire l'ont constamment appuyé.

Les hypocrites bienétreux du Parti Démocrate Populaire n'y sont sans interruption associés.

Le Parti radical-socialiste, en dépit de son attitude d'opposition verbale et parlementaire, n'a cessé d'y participer. Il a voté, encore cette année, le monstrueux budget de classe de l'impérialisme français, les 20 milliards de dépenses militaires.

LE PARTI SOCIALISTE PRINCIPAL SOUTIEN SOCIAL DE LA BOURGEOISIE

Quant au Parti socialiste, il n'a plus de socialisme que le nom. Avec Boncour, Renaudel, Charles Baron, Gonde, etc., il participe activement à la préparation de la guerre et à l'agression contre l'Union Soviétique.

Avec Blum, il défend les « droits naturels et supérieurs » de l'impérialisme français aux réparations, c'est-à-dire au tribut de guerre prélevé sur le capital français sur les travailleurs allemands.

Avec les Maës, les Evrard, les Lehns, etc., il aide la bourgeoisie française à balayer les socialistes comme le montent, entre autres, les exemples de la grève des mineurs et de la grève des textiles.

Le Parti socialiste a voté la loi réactionnaire des assurances sociales, insistant le prévaricateur ouvrier et refusant toute allocation aux chômeurs.

Aux colonies, il est au premier plan de la répression sanglante; c'est la Fédération socialiste du Tonkin qui précède les exécutions en masse des révolutionnaires indochinois.

Enfin, partout où les partis socialistes ont exercé le pouvoir, en Angleterre et en Allemagne ou ils viennent de faire élire le passacrevin Hindenburg — par exemple, ils ont gouverné pour le compte des capitalistes contre la classe ouvrière, préparant en fait le lit du fascisme.

PANNEAUX ET PREAUX

Les premiers pas du Parti pendant la campagne électorale

La campagne électorale est des moins agréables. Le nombre des candidats, de panneaux et d'affiches ne constitue qu'une consécration secondaire; en réalité, les contradictions éternelles entre les deux programmes, celui du Front National et celui du Front National Populaire, sont chaque jour moins occultées.

Chacun des partis représentés par ces deux formations porte de l'aise et du pèche la Sécurité, réclame à mots d'insultes, s'élève « contre la crise », mais c'est un match ou chi-qui; le lecteur du panneau, fondateur du préau, pressent que l'accord est proche autour de la patrie en danger.

Dans toutes les réunions, la moussé fait preuve d'une attention attentive, les notes appellent à l'action directe lancés çà et là par des socialistes et des communistes pour couvrir tout politique, ou par nos orateurs, confortablement à notre programme, reçoivent toujours un accueil chaleureux.

Les deux équipes sont sur la voie de la réconciliation, mais la grande moussé louchante, louchante, économiquement, au bord du gouffre de la guerre, doit, par son action, débarrasser et vaincre les équipes.

On peut dire que la campagne électorale a commencé d'après les fêtes de Pâques. Jusque-là, il s'agissait surtout de « prises de contact ». La semaine du 6 au 12 nous a permis de faire connaître le programme du Parti Communiste Internationaliste dans plus d'une trentaine de colnes; non seulement les travailleurs se sont arrêtés longtemps devant nos panneaux (intéres-

sés notamment par notre affiche « Divulgeurs », mais ils ont entendu nos camarades dans les salles de réunion, particulièrement face aux candidats de la réaction radicale et radicale-socialiste.

C'est le camarade Le Ricard qui notre parti a désigné pour développer notre programme à Argenteuil. Sa première intervention a eu lieu dans un meeting de propagande auquel la municipalité communiste (S. F. I. C.) d'Argenteuil avait convié les chômeurs. Tous les candidats étant convoqués, Le Ricard put s'exprimer en révolutionnaire, dans un langage qui contrastait avec celui employé par les orateurs socialistes, communistes et bourgeois. Pour avoir dénoncé l'Etat bourgeois et préconisé la formation de conseils ouvriers et paysans, il s'attira une obstruction systématique de la part des amis de Péri, ce qui ne l'empêcha pas d'être attentivement écouté, voire même applaudi...

De Schœt-Oise, montons dans les Ardennes, où l'un des nôtres a été désigné pour être notre porte-drapeau dans la vallée de la Meuse, jalonnée de cités ouvrières...

« L'Exploité des Ardennes » (l'hebdo communiste) a rendu compte de la première réunion du candidat stallien à Nouzonville, mais il a omis — volontairement (?) — de mentionner

une intervention de notre candidat Marchal, qu'un travailleur avait pris de justifier sa conduite pendant la grève de 1930 à Nouzon. Marchal parla dans le silence et personne ne démentit ses paroles. Le même Journal n'a pas plus mentionné le silence prudent de Larippe sur la question du « Comment faire payer les riches ? »

A trois reprises, nous avons été cutés dans les communes différentes, le candidat radical de la 2<sup>e</sup> de Mézières, un certain De Bolest, aux applaudissements des travailleurs. Il n'en a pas fallu davantage pour essayer l'ordre du candidat stallien du coln qui organisa une telle obstruction à Deville (cité communiste) que nous n'avons pas même pu répondre aux insultes gratuites dont il nous couvrit.

Cela n'empêcha pas la grosse majorité des prolétaires de Deville, Monthermé, Château-Régnault, Livrézy de discuter du P. C. I., de commenter nos affiches et de discuter de notre programme que la plupart d'entre eux faisaient leur il n'y a pas encore si longtemps!

A Paris aussi, les contacts ont été pris. Nous avons, dans le 19<sup>e</sup>, montré que notre parti savait décoller comme il se doit les candidats du Parti radical pour, qui veulent piper les suffrages des prolétaires. Martinlaud-Desplats a accepté quelques bons coups.

Pourquoi faut-il que ce dernier se soit taillé un petit succès quand, dominant la parole à notre candidat, il s'effrita à qu'il se conduisit en démocrate plus convaincu que le citoyen Marty, lequel, la veille, avait refusé la parole à Melchior, rue Barbancie ? Dans notre procès du radicalisme des Herriot, des Daladier et des Martinlaud-Desplats, nous avons eu sou-

vent l'oreille des travailleurs. Et c'est tout de même bien réconfortant.

« Le candidat S. F. I. O. de la 2<sup>e</sup> du 19<sup>e</sup> arrondissement est le gâche-dans-gâche Périgaud. Celui-ci s'est plaint, dans un récent « Popu », des « rigolo » que nous sommes. Il paraît que nous ne portons pas la contradiction chez le radical !!! et que nous réservons tous nos coups pour le socialiste. Il est certain que le ruban de la Légion d'honneur — même lorsqu'il ornait la boutonnière du professeur Rivet — nous donne la nausée et que nous ne pourrions jamais nous empêcher de dénoncer les phrases creuses dépourvues de principes politiques et jamais suivies d'actes d'un Périgaud; à plus forte raison, lorsque celui-ci, dans le même temps, affirme que « son parti a toujours eu raison » (!).

L'autre soir, dans le 14<sup>e</sup>, nous aurions voulu dénoncer la patte noire fasciste qu'appelle Dumal. Mais nous n'étions pas les maîtres. Le contradictoire stallien avait promis au fasciste qu'il ne prendrait la parole que lorsque son discours provocateur serait terminé. Si bien qu'à 23 h. 15, la petite outre pérorait toujours.

Il y a quelques années, on aurait, en moins de deux, escamoté la tribune et terminé la réunion après avoir renvoyé le gommeux Dumal...

Mais depuis que la consigne est à la réconciliation... nationale...

Puisque nous parlons des communistes nationalistes de la S. F. I. C., signalons que le 7 avril, à la réunion de Damon, un camarade a rapétié que non seulement Hitler veut la guerre, mais que la bourgeoisie française aussi y est poussée. Ce camarade, montrant la Maison existant entre l'activité du P. C. et la poli-